Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 139
Juin-Juillet 2022

le libertaire
revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Les libertaires sont dans l'action extra-parlementaire.

Position de principe anarchiste, l'abstentionnisme électoral est la conséquence logique de la définition même de l'an-archie et de son opposition à la politique. Celle-ci installe et s'efforce de maintenir, de fixer un « ordre » qui ne saurait être qu'un désordre, puisqu'il donne à certains individus le « droit » de gouverner les autres, donc des « droits » sur eux. L'anarchiste n'est pas a-politique (il ne nie pas la réalité politique), il est antipolitique (il est contre le pouvoir politique).

Toute délégation de pouvoir étant un périlleux abandon de la souveraineté individuelle (et le suffrage universel « jeu bourgeois par excellence ») l'abstentionnisme n'est certes pas une façon de recouvrer cette souveraineté, mais une manifestation de réprobation à l'égard de l'escroquerie qu'est, en soi, le suffrage. L'abstention, c'est la Révolution, écrivait James Guillaume. Il n'est pas absolument évident que l'abstention volontaire des masses productives rendrait impossible l'exercice de tout pouvoir politique, mais elle signifierait une telle prise de conscience des masses que le changement des structures de la société n'aurait jamais été aussi imminent. C'est surtout par ce second terme que l'équation de James Guillaume s'équilibre.

Et en 2022 ?

A chaque nouveau scrutin, l'abstention progresse. Le premier tour des élections législatives a vu un taux de 52,5% d'abstention. C'est énorme. Mais, nous pensons qu'avec 80% d'abstention, le système continuerait à fonctionner. Ce n'est pas tant le taux d'abstention qui importe que le taux de mobilisation contre le gouvernement (grève générale, gilets jaunes…). Ce dernier taux serait bien plus pertinent pour un changement radical de société. On entend de plus en plus de gens dire qu'il ne faut pas prendre les abstentionnistes pour des imbéciles, qu'on peut faire avancer les choses en dehors du vote. Que les députés ne représentent pas le peuple mais les intérêts de leur parti…Le suffrage universel est la contre-révolution disait Proudhon. Le système « représentatif », loin d'être une garantie pour le peuple, crée et garantit, au contraire, l'existence permanente d'une aristocratie gouvernementale contre le peuple, et le suffrage universel n'est qu'un moyen excellent pour opprimer et pour ruiner un peuple au nom même et sous le prétexte d'une prétendue volonté populaire ou encore un tour de passe-passe grâce auquel se cache le pouvoir réellement despotique de l'Etat, fondé sur la banque, la police et l'armée (Bakounine). Les libertaires sont donc dans l'action extra-parlementaire.

Pour le deuxième tour des élections législatives du 19 juin 2022, les anarchistes se détourneront une nouvelle fois de la voie parlementaire, celle si chère à Mélenchon et la Nupes, cette coalition opportuniste qui nous conduit tout droit aux compromissions avec le parlementarisme que nous dénonçons. Pendant ce temps, le Rassemblement National continue à faire fructifier son officine clanique. Chaque voix engrangée lui rapporte (ainsi qu'aux autres), un euro et 64 centimes. Sans compter les ressources liées au nombre de députés, au groupe parlementaire…un véritable buisness, ces élections. Voilà aussi pourquoi, on nous appelle tant à voter.

Que dire aussi de ceux et celles chez LREM qui aspirent à la députation. Les De Montchalain qui prétendent que ceux qui se présentent sous l'étiquette Nupes sont des anarchistes d'extrême gauche. Quelle bêtise, quelle inculture, que de mensonges éhontés. Cette Roxana Maracineanu qui appelle à un «front républicain» contre une femme de ménage, Rachel Keke…Cette politique est nauséabonde. Ce sont les mêmes qui après se plaignent que la politique se dévitalise. Sans compter ceux qui ont pignon sur rue et qui expliquent que si l'on parle du réchauffement climatique, c'est pour faire voter Nupes.

Et l'on nous dit après que les abstentionnistes n'ont aucune connaissance et sont les bêtas de service. Sérieux, les parlementaires?

Reflux macroniste

Que dire de ces élections législatives, à part que le score du R.N. est la véritable (mauvaise) surprise. Etant donné le type de scrutin majoritaire, les sondeurs, les journalistes et nous-mêmes n'avions pas anticipé 89 députés pour l'extrême droite à laquelle nous pourrions ajouter quelques autres comme Ménard et Dupont-Aignan.

Les tergiversations et manœuvres de couloir entre politiciens pour gouverner vont bon train. Ce n'est pas la première fois que la tambouille politicienne peu ragoûtante des dirigeants se fera sur le dos des travailleurs. Il n'est qu'à voir Dupont-Moretti qui n'exclut plus de travailler avec le RN ; et il n'est pas le seul. Les masques tombent.

En recueillant, au premier tour des élections législatives, 4.248.626 voix, le Rassemblement national va donc récupérer près de 7 millions d'euros, par an. Soit 35 millions d'euros pour la durée du quinquennat. A cette manne financière vient s'ajouter la dotation parlementaire. Un député élu et rattaché à un groupe parlementaire reçoit 37.400 euros par an. Par l'intermédiaire de l'Assemblée nationale, ce sont donc 3,32 millions d'euros supplémentaires qui tomberont dans les caisses du RN chaque année. En clair, ce sont un peu plus de 10 millions d'euros de dotation annuelle, dont va désormais bénéficier le Rassemblement National. Un peu de 50 millions d'euros sur cinq ans. « La démocratie » finance ainsi une formation qui se révèlera autoritaire, si un jour elle prend le pouvoir…par les urnes. Ces dernières ne sont donc nullement un instrument pour faire barrage à l'extrême droite. Le cas de l'Allemagne en 1933 devrait nous servir d'exemple. Notamment si les élites françaises adhèrent aux thèses du R.N. à terme.

Nous pourrions analyser le pourquoi de la montée de l'extrême droite parlementaire depuis 1986 en rejetant la faute de Mitterrand à Macron, en passant par tous les autres. Mais il ne suffirait pas de dire que la LREM a mis dos à dos le RN et la Nupes en indiquant que les extrêmes se rejoignent. La LREM a fait preuve d'un cynisme sidérant, c'est ce que l'histoire retiendra. En réalité, la faute de cette ascension du FN/RN incombe à tout le monde y compris les libertaires qui n'ont pas su faire entendre leur voix, notamment dans le milieu ouvrier. Les citations de nos grands penseurs libertaires récitées en mantra ne sont pas d'une grande utilité dans le cas présent.

L'heure n'est pas à s'auto-flageller mais à la réflexion pour tenter d'inverser une tendance qui prend de l'ampleur année après année. L'abstention qui a flirté avec les 54%, le 19 juin dernier, ne saurait tenir lieu de satisfaction. Si on ajoute à cette abstention chronique maintenant, les 7,64% de bulletins blancs ou nuls, on constate que la représentativité des députés élus en est amoindrie mais ils toucheront cependant, toutes tendances confondues, les subventions de l'Etat pour continuer leur propagande. A nos dépens. Si l'extrême droite continue son ascension jusqu'à l'obtention du pouvoir, il ne restera plus beaucoup de marges de manœuvre pour les opposants. Dans « Eloge de la fuite », Henri Laborit disait qu'en cas de tempête, on n'a pas d'autres choix que de mettre un ris. En attendant que le calme revienne. Espérons que nous n'en arriverons pas là.

Patoche (GLJD)

L'alternative sociale et libertaire a toujours été au coeur de nos discours et actions

Le dernier gouvernement Macron sent à la fois le réchauffé et un certain autoritarisme en vue. Sans compter qu'il faut savoir lire entre les lignes. Macron soigne les proches d'Edouard Philippe qui en dernier ressort jouera les rabatteurs à droite pour le gouvernement. Firmin Le Bodo et Béchu entrent au gouvernement. Ce dernier hérite du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Vaste programme pour un inconnu de la cause écologique d'autant que son ministère jusqu'à présent à la cinquième place dans l'ordre protocolaire, comme c'était le cas avec Barbara Pompili, se trouve rétrogradé à la dixième place. Ce n'est pas forcément un bon signal pour la lutte contre le réchauffement climatique. Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur voit son périmètre d'intervention s'étendre aux Outre-mer. Pas sûr que cette approche sécuritaire de l'Outre-mer soit appréciée par les premiers concernés.

Ce remaniement ministériel a aussi livré une surprise de taille avec un partage de compétence inédit entre le Ministère de l'Education Nationale et les ministères du Travail et des Armées. C'est une bien mauvaise nouvelle pour les personnels et surtout pour la jeunesse que Macron rêve précarisée et docile. Le rattachement du secrétariat d'État à la Jeunesse au ministère des Armées vise à finaliser la généralisation du Service National Universel (SNU inclus

dans le portefeuille). Ce dispositif, pour l'instant basé sur le volontariat, représente un coût estimé à 1,5 milliards/an, et le SNU devrait devenir obligatoire pour l'ensemble des lycéens et lycéennes en 2024, sauf mobilisation importante de ces derniers. Dans un contexte mondial de plus en plus guerrier, cette remilitarisation progressive de la jeunesse n'est pas anodine et doit être combattue fermement. Il convient au plus grand nombre de résister ensemble à l'embrigadement et à la militarisation de la jeunesse et de la société, d'autant que les crédits alloués au budget militaire vont s'envoler. Ce gouvernement pléthorique va nous coûter cher et risque de s'allier à la droite pour faire passer ses réformes antisociales telles celle des retraites. Mélenchon, en espérant une dissolution de l'Assemblée nationale à terme, fait une erreur d'appréciation donc une erreur stratégique. Une dissolution ne profiterait qu'au Rassemblement National qui attend en embuscade. Certes 54% des électeurs se sont abstenus aux dernières législatives, d'autres à hauteur de 7,5% ont voté blanc ou nul, et de nombreux autres ne sont pas inscrits sur les listes électorales notamment les jeunes. Est-ce à dire que les abstentionnistes représentent une réserve de voix pour la NUPES. Pas si sûr, de nombreux abstentionnistes pourraient être tentés par le R.N. Bien sûr, les députés ne représentent pas grand-chose. Le bloc majoritaire macroniste (Renaissance, Modem et Horizons) représente 16,7% des inscrits, les autres partis encore moins… Leur démocratie est à bout de souffle mais la dérive autoritaire n'est pas loin. D'ailleurs, la dédiabolisation du R.N. s'est transformée en notabilisation par l'élection de Chenu et Hélène Laporte élus le 29 juin dernier aux postes de vice-présidents de l'Assemblée nationale. Le loup est dans la bergerie et la situation politique devient toujours plus favorable aux amis de Marine Le Pen.

Ce deuxième gouvernement Borne intervient dans un contexte économique en tension. La guerre en Ukraine s'embourbe et on ne sait si Poutine va pousser plus loin son esprit belliqueux. Le pouvoir d'achat s'affaisse notamment pour les retraités et les actifs les plus pauvres. Un rationnement de gaz et d'électricité est possible cet hiver. La pandémie ressurgit avec une septième vague. Les taux augmentent, notamment ceux des banques centrales. Les signaux envoyés vont dans le sens d'une récession ou du moins d'une zone de turbulence.

Pour autant, afin de limiter la casse économique, à défaut d'une révolution, il est toujours possible de taxer les superprofits réalisés pendant la pandémie et aujourd'hui par le jeu de la spéculation. Un autre levier serait d'augmenter les impôts de succession notamment pour les plus riches patrimoines. Pas sûr que la bande à Macron y soit favorable. De l'argent, il y en a dans les poches du patronat. Tant que les travailleurs croiront ceux qui justifient les positions sociales et le système capitaliste, nous resterons dans une société inégalitaire qui hypocritement hyperconsomme en toute bonne conscience. Il n'y a pas de capitalisme responsable, il n'y a qu'un capitalisme prédateur. L'entraide et la gestion directe sont notre seule voie possible pour un autre futur. La gestion des biens et des services ainsi que leur distribution ne peuvent être établis que collectivement et non par une élite. Cela dans le respect des individus et leur liberté.

Patoche (GLJD)

A la veille des vacances d'été, nous pensons depuis de nombreuses années à ceux et celles qui ne partent jamais en vacances. On est bien loin des premiers congés payés de 1936 puis des années 1960 où les travailleurs envoyaient en masse leurs enfants en colonie de vacances. Les temps changent. Les militants des Comités d'entreprise vont dorénavant dans le sens de l'individualisation des salariés. Des chèques pour les disques, le cinéma, les voyages en famille (pour les entreprises qui ont le budget)…mais finies dans l'ensemble les colonies de vacances où régnaient globalement une certaine mixité sociale. Aujourd'hui, on organise des colos ou mini-camps selon les classes sociales : thématique du Rap pour les enfants de banlieue et équitation pour les enfants des classes dites supérieures. Avec toutes les variantes possibles et imaginables concernant les thèmes. Pas besoin de confinement, les classes populaires sont assignées à résidence. Alors le loisir vrai et créateur, la lutte contre l'exclusion, tout ça, c'est du pipeau. Cinquante pour cent de la population française ne part pas en vacances et encore nous pourrions ajouter ceux et celles qui ont honte d'avouer qu'ils ne partent pas. Quand on sait qu'il suffit de partir quatre nuits consécutives hors de chez soi pour être considérés comme partis en vacances, on constate que l'on n'est pas prêt de réduire la fracture sociale entre ceux partent et ceux qui restent à la maison, souvent au pied des HLM. Nous autres libertaires, ne sommes pas suffisamment ancrés dans le goût de la rhétorique pour vanter la nostalgie des années soixante. Ainsi, nous ne satisfaisons pas de la situation actuelle et nous essayons à notre mesure de changer l'ordre des choses. Ce n'est pas nouveau pour notre courant de pensée ; l'alternative sociale et libertaire a toujours été au coeur de nos discours et actions. Et depuis les années 1970, s'est greffée l'écologie sociale et libertaire.

Nous allions les revendications d'augmentation de salaire, de sécurité et d'hygiène au travail. Avec une inflation à 6%, des centrales nucléaires ou entreprises Seveso qui peuvent nous péter à la figure d'un instant à l'autre, tous les combats s'enchevêtrent. Mais ce n'est pas avec une inflation galopante et les salaires bloqués que les enfants des travailleurs pourront partir davantage en vacances. Il est temps que tous les enfants puissent changer d'air et partir au moins deux semaines en dehors de chez eux. Ce n'est pas une priorité pour les politiciens, pour nous c'en est une.

Patoche

Individualiste solidaire

Aux yeux du grand public, accoler ces deux termes, individualiste et solidaire, peut sembler contradictoire. Il suffit pour s'en convaincre d'ouvrir un dictionnaire d'usage courant, pour y lire par exemple, au mot individualiste : « 1. Partisan de l'individualisme ; 2. Qui ne songe qu'à soi », cette dernière définition se rapprochant de celle du mot égoïste : « Qui rapporte tout à soi, qui ne considère que ses intérêts ». Alors que solidaire est expliqué ainsi, hormis les acceptions d'ordre juridique : « Qui est ou s'estime lié à quelqu'un d'autre ou à un groupe par une responsabilité commune, des intérêts communs » ; quant au mot individualisme, c'est seulement en troisième position qu'arrive son sens philosophique : « 3. Doctrine qui fait de l'individu le fondement soit de la société, soit des valeurs morales, soit des deux », après : « 1. Tendance à s'affirmer indépendamment des autres ; 2. Tendance à privilégier la valeur et les droits de l'individu contre les valeurs et les droits des groupes sociaux ».

Rien d'étonnant à ce que l'ensemble des pouvoirs institutionnels se soient méfiés des individualistes peu enclins à marcher au pas et à se fondre dans le troupeau soumis à l'Eglise, à l'armée, au régime en place. Pourtant, il arrive que l'on découvre les mérités de la désobéissance, dans le cas de l'opposition au pétainisme et au nazisme par exemple, mais le cas est peu fréquent.

Par contre, la pensée individualiste tient une place importante dans le mouvement anarchiste, où elle représente une tendance qui fut très souvent combattue par une autre, celle des communistes libertaires.

Le refus, ou la critique, de toute forme d'autorité peut amener, dans le concret d'une vie individuelle précisément, à des attitudes assez différentes. Pour certains, il s'agira de tout mettre en œuvre pour parvenir, par la révolution sociale, à l'avènement d'une société anarchiste. Tout mettre en œuvre, c'est-à-dire tous les moyens, toutes les forces, les individus pouvant éventuellement avoir à s'effacer devant les priorités du groupe. Attitude extrême, mais non complètement étrangère à certains courants anarchistes.

A l'inverse, les partisans de la tendance individualiste considèrent que seule l'évolution des individus pourra entraîner celle de la société vers une organisation sociale d'essence libertaire. En attendant que s'opère une telle transformation, chacun peut essayer, dans sa propre vie, d'accorder le plus qu'il est possible son comportement avec ses idéaux anarchistes.

Les uns construisent – au futur – la société anarchiste, son organisation, ses structures, et élaborent les étapes de sa réalisation, tout en luttant sur le terrain pour faire avancer leurs idéaux.

Les autres accordent davantage de crédit à l'exemple donné de ce qui est possible, à l'invention de nouvelles formes d'organisation, à l'accord entre la pensée et l'action, entre les principes et le comportement quotidien.

A première vue, ces deux positions semblent contradictoires, tout comme les termes individualiste et solidaire. Or, il peut n'en être rien.

A suivre

L'anarchie n'est qu'une grandiose synthèse de différentes expressions anarchistes

L'anarchie nie, c'est-à-dire refuse les instincts néfastes. Elle tend à faire disparaître le pire, le laid, le mal, l'injuste, le nuisible, le douloureux. Ici, nous avons à faire aux principes négatifs. Si on les appelle aussi destructeurs, c'est parce que l'individu et la société sont construits sur les tendances instinctives néfastes qu'il faut démolir.

L'individu vient à l'anarchie par des chemins différents. Sa pensée, son expérience, ses connaissances sont autres que celles de chacun des autres ; de même ne seront pas identiques ses croyances, ses certitudes, son raisonnement et son comportement. Ainsi les anarchistes se rejoignent sur l'ensemble de la philosophie, ils se séparent souvent à propos de l'action à mener.

Quelle diversité d'expression, de conception, de sentiment, de connaissance dans ceux que nous considérons comme les pères de l'anarchie.

Nous y voyons se côtoyer : le théoricien constructeur Proudhon, le bouillant et si divers Bakounine, les sages frères Reclus, le scientifique Kropotkine, le chrétien Tolstoï, le sage cynique Han Ryner etc.

Parmi les vulgarisateurs nous trouvons des camarades aussi différents dans leurs propagandes, leurs agissements et leurs explications que Jean Grave, Malatesta, Louise Michel, Sébastien Faure, Emile Armand, Pierre Besnard, Jeanne Humbert, Berneri, Voline…Pour une

liste plus exhaustive, se référer au livre de Proudhon à David Graeber dont le journal libertaire se fait l'écho tous les mois.

Il ne peut être question de classer sous l'étiquette anarchiste les disciples de l'un des personnages précités car, dans ce cas, ils seraient seulement des Proudhoniens, Bakouninistes…L'anarchie fait automatiquement siennes toutes les pensées et études faites sur l'homme son comportement social qui reconnaissent l'animalité de l'homme, sa perfectibilité, son besoin de liberté, la personnalité intégrale de chaque être depuis sa naissance jusqu'à sa mort et qui rejettent comme néfastes, rétrogrades et nuisibles toutes les contraintes morales, spirituelles ou physiques. A ce titre, il ne saurait être question d'avaliser toutes les positions d'esprit de nos précurseurs, par exemple le point de vue de Proudhon sur la femme.

L'anarchie n'est qu'une grandiose synthèse de différentes expressions anarchistes. Le temps et les hommes ont cousu chaque expression l'une à l'autre comme une couturière ferait un manteau d'Arlequin ou un marbrier une mosaïque, et si de tout temps chacune des expressions n'a pas été et n'est toujours pas entièrement valable chacune d'elles est et reste inséparable des autres. Qu'une synthèse nette, clarifiée, limpide soit souhaitable, qu'elle soit possible, c'est une question que seul le temps résoudra et d'autant plus vite que les différents acteurs de la pensée anarchiste seront non plus théoriquement mais pratiquement solidaires les uns des autres.

La pensée anarchiste, tout en étant multiforme, a donc des fondations solides et bien cimentées entre elles.

L'anarchie, c'est la vie, toute la vie, individuelle, sociale, économique, écologique, humaine.

L'anarchie ne peut pas être uniforme, pas plus qu'elle ne peut pénétrer ni socialement ni individuellement par une seule brèche. Aucun courant, aucune position ou tendance, etc. n'est bon en soi s'il est seul, il n'est valable d'autant qu'il est complété, vivifié, brassé par et à d'autres courants libertaires.

A suivre

Pour les anarchistes, il s'agit d'organiser, pas de gouverner

Il y a des guerres bruyantes, comme celle d'Ukraine, et nous finirons par les oublier un jour. Il y en a d'autres, cependant, qui ne refusent pas d'être si silencieuses dans les médias, qui sont si profondément ignorants. Cependant, ils nourrissent aussi des bêtes belliqueuses car leur progéniture ne meurt ni sur le front ni dans les tranchées. Mais il y a une guerre quotidienne, et nous ne pouvons pas l'ignorer, car elle nous affecte au plus haut point, c'est la guerre de classes. Les conditions de vie de base de la majorité se détériorent, tandis que celles d'une minorité s'améliorent.

Nous luttons pour l'obtention du pain quotidien et pour l'abolition des privilèges. Nous voulons traiter aussi des conflits de ceux et celles qui subissent l'oppression. Nous ne voulons pas nous plonger dans des guerres qui volent le toit, le sommeil, les rêves et le pain de ceux qui ne décident de rien contrairement à ceux qui vendent des armes. Nous n'avons pas besoin d'une guerre pour faire avancer la guerre de classes, pour ceux qui ne jouiront jamais des privilèges que le drapeau victorieux distribuera. Toute guerre est finalement un business et une abomination.

Nous ne pouvons revendiquer un autre monde qu'en luttant fermement et solidement contre cette absurdité et cette injustice insupportables qu'est une guerre ; avec un dénominateur commun dans notre lutte, une seule volonté et une seule arme utile : la liberté collective, l'entraide et la justice pour les travailleurs.

Nous, anarchistes, analysons la situation actuelle avec science et raison, avec le prisme fixé sur l'Idée de liberté et d'égalité réelle des êtres humains et de la société. Avec Science, éthique (morale anarchiste) et anarchie : science et raison comme méthode de connaissance ; l'éthique comme moyen de comportement, d'entraide et facteur positif d'évolution ; et, l'anarchie, en tant qu'organisation économique et sociale (communisme libertaire et économie anarchiste).

L'anarchisme est avant tout une Idée. Une idée qui surgit individuellement contre un état de choses qui entre en conflit avec les aspirations et les besoins individuels et

sociaux. Plus tard, les Idées individuelles deviennent collectives et sociales, elles se renforcent et s'organisent, elles ressentent le besoin de transformation sociale. L'anarchisme devient un mouvement social organisé avec une Idéologie des choses et des êtres humains : le désir et la volonté de transformation sociale font de l'anarchisme une Idéologie dans toute son ampleur. Avec leurs propres idées sur tous les domaines de la vie individuelle et collective, sur la nature et l'univers. L'anarchisme, en plus d'une Idée, devient une Action individuelle et sociale organisée. Nous avons ainsi la théorie et la pratique de l'anarchisme.

Pour l'anarchisme, l'origine de tous les problèmes et injustices sociales réside dans le pouvoir, dans l'autorité, dans la violence, dans la religion, dans le gouvernement des êtres humains. Les classes sociales, l'exploitation économique, la propriété privée des moyens de production, l'injustice sociale et économique, l'ignorance et l'inculture sont les produits du pouvoir et de l'autorité. Le pouvoir, l'autorité et la violence précèdent le capitalisme et la propriété des moyens de production.

La grande aspiration de l'anarchisme est la liberté et l'égalité réelle de l'individu et de la société, sous tous ses aspects. Avec ces deux principes, l'anarchisme construit son projet social organisationnel et la manière de le réaliser.

Le projet politique, économique, social, culturel et éthique de l'anarchisme est le communisme libertaire, très bien défini: une organisation sociale sans État, sans pouvoir, sans autorité, sans gouvernement, sans armée, sans capitalisme, sans propriété privée des moyens de production, sans classes sociales, sans religion, sans églises, sans bureaucraties, avec une organisation autogérée dans toutes les sphères de la vie, et une réelle liberté économique et sociale et une égalité fondée sur l'équité : l'égalité économique et sociale, l'économie anarchiste.

Le projet politique, économique et social de l'anarchisme est le suivant : il s'agit d'organiser, pas de gouverner : Fédéralisme et société contre l'État. Il s'agit de gérer, pas d'exploiter : l'économie contre le capitalisme. Il s'agit de savoir, pas de tromper : la science et la raison contre la religion et les autres dogmes. L'anarchisme est rationnel et non dogmatique mais repose sur des invariants comme le fédéralisme, l'action directe, la gestion directe…

L'économie anarchiste est la seule doctrine économique mise au service de l'ensemble de la société dans une réelle égalité économique et sociale, sans propriété capitaliste ou étatique, avec propriété sociale des moyens de production, avec une répartition juste et équitable des richesses et du travail, sans classes sociales, avec identité d'intérêts. La consommation entraîne la production. Où chacun contribue selon ses possibilités et reçoit selon ses besoins.

L'anarchisme concentre son projet politique, économique, social, écologique, culturel et éthique sur la classe ouvrière, en tant que classe sociale dominée et exploitée par le capitalisme, l'État et la religion. Pour l'anarchisme, la classe ouvrière est celle qui a la capacité politique de transformer la société d'aujourd'hui, car c'est la classe sociale qui subit les injustices du capitalisme et de l'État. Nous pourrions même parler de la capacité des classes ouvrières.

L'anarchisme réalise son projet politique, économique, social, culturel et éthique à travers la cohérence des moyens et des fins. Par une organisation anti-autoritaire, fédéraliste et autogérée, par le syndicat, par l'anarcho-syndicalisme : union du syndicalisme ouvrier et des idées anarchistes. La capacité politique réside dans la classe ouvrière organisée dans le syndicat, et les idées de transformation résident dans l'anarchisme. Parallèlement, il convient de marcher sur ses deux jambes, les communes étant les plus à même de s'occuper des services publics. Il est toujours utile d'avoir un contrepoids aux syndicats, c'est une question d'équilibre.

L'anarcho-syndicalisme représente la fusion des meilleurs idéaux sociaux et éthiques : le monde du travail et le monde de l'anarchie. L'union doit être utile et pratique, améliorer nos conditions de vie ici et maintenant dans tous les aspects : économique, matériel, social, intellectuel, culturel et éthique. Il représente la préfiguration de la société du futur et pose les bases de l'organisation économique de l'économie anarchiste et du communisme libertaire. Il met en pratique la cohérence des moyens et des fins en décidant en Assemblée, au niveau fédéral, en agissant par action directe et en pratiquant la solidarité dans toute son extension. Ici et maintenant : la construction anarchiste.

Ti Wi (GLJD)

SNU: c'est toujours non!

Jeunesse chair à canon, Jeunesse chair à patron…

Le dernier remaniement ministériel a livré une surprise de taille avec un partage de compétence inédit entre le MEN et les ministères du Travail et des Armées. C'est une bien mauvaise nouvelle pour les personnels et surtout pour la jeunesse que Macron rêve précarisée et au garde à vous !

La couleur est annoncée : le rattachement du secrétariat d'État à la Jeunesse au ministère des Armées vise à finaliser la généralisation du Service National Universel (SNU inclus dans le portefeuille). Ce dispositif, pour l'instant basé sur le volontariat, s'est encore illustré dernièrement : revues de « troupes » adolescentes en uniforme par une Rectrice d'Académie dans un lycée de Besançon, syncope de jeunes au garde à vous en plein épisode caniculaire à Dieppe comme à Évreux en 2019…

Malgré un coût astronomique estimé à 1,5 milliards/an, le SNU doit devenir obligatoire pour l'ensemble des lycéens et lycéennes en 2024 ! Ce service militaire allégé, avec un stage en internat et en uniforme de 15 jours, pourra ouvrir à une intégration ultérieure dans la réserve militaire. Alors que le contexte mondial est de plus en plus guerrier et que les armées ont besoin de troupes, cette remilitarisation progressive de la jeunesse n'est pas anodine et doit être combattue fermement. Membre du collectif national contre le SNU, la CNT-SO appelle enseignant-es, élèves et parents à résister ensemble à l'embrigadement et à la militarisation !

Le rattachement de l'enseignement professionnel au ministère du Travail annonce tout autant la couleur. Mise à mal depuis déjà trop d'années, la voie pro se voit à nouveau menacée par le gouvernement. Ce qui nous attend si on ne les arrête pas : un lycée pro et des élèves au service du patronat (augmentation des stages, mise en avant de l'apprentissage à tout va, fausse rémunération non prise en charge par le patronat…).

A l'époque, en campagne électorale, Macron souhaitait d'ailleurs faire un grand ménage parmi les formations avec pour seul critère l'insertion sur le marché du travail après le diplôme. Les perspectives de formation, de poursuite d'études pour les élèves se retrouvent ainsi réduites.

Loin d'être anodin lui aussi, ce rattachement acte le démantèlement progressif du MEN et la mort lente de l'enseignement professionnel public, asphyxié par une mainmise grandissante du patronat sur les formations et le tout apprentissage ! Les élèves de lycée pro ne sont pas de la simple chair à patron : ils ont aussi le droit à une éducation universelle et émancipatrice. Les opinions sociétales progressistes de notre ministre nous font une belle jambe : il est tout autant en service commandé que le précédent pour appliquer le programme de casse sociale du bloc bourgeois radicalisé. Pour s'y opposer, ne comptons que sur nous-mêmes, en construisant une riposte collective à la hauteur l'année scolaire prochaine !

PERSONNELS, ÉLÈVES ET PARENTS, ENSEMBLE COMBATTONS LE PROJET DE MACRON POUR LA JEUNESSE ! CNT-SO

L'armée est dans tous les régimes un fléau contre la liberté et contre la culture

Le militarisme et la guerre entraînent la torture et le meurtre systématiques de milliers de civils, la fuite de milliers de personnes, le déracinement social, le racisme, la répression et le rejet par la population du pays d'accueil des réfugiés. Ils signifient la destruction systématique du patrimoine historique et artistique et la destruction des milieux naturels, de la flore et de la faune. Elle entraîne la mort de centaines de milliers de combattants des belligérants, pour la plupart des enfants d'ouvriers et de pauvres sans ressources, dont l'entrée dans l'armée leur permet de fuir la misère et les transforme en chair à canon.

Le militarisme et la guerre signifient que l'industrie de l'armement tire profit de l'armement des belligérants. Ils supposent que les entreprises, entrepreneurs et autres dirigeants dont ils dépendent gagnent des milliards d'euros en fournissant du matériel de guerre aux États belligérants ainsi qu'à d'autres États et alliances militaires. Ils impliquent que les lobbies de l'industrie de l'armement dépensent de l'argent pour que le pouvoir politique légifère à leur profit.

Le militarisme et la guerre impliquent de privilégier le financement de la recherche et du développement de technologies appliquées à la guerre et à la mort, au détriment d'autres types de recherche scientifique pouvant viser l'éradication des maladies, l'autogestion de l'énergie, la compréhension et la protection des écosystèmes de la planète, ou la recherche sociale pour le bénéfice matériel de la société dans son ensemble, etc.

Le militarisme et la guerre impliquent que les États aug-

mentent les dépenses d'armement au détriment des dépenses de protection sociale, de santé et d'éducation. Ils sont une attaque frontale contre son idée de «l'État-providence», ils conduisent à une augmentation de la précarité et à l'incapacité de l'État à couvrir les besoins du peuple. Ils impliquent la privatisation et la gentrification des services élémentaires au profit des lobbies privés de la santé et de l'éducation, et l'augmentation conséquente des troubles sociaux. Ils supposent la restriction des droits et des libertés, l'exacerbation de l'autoritarisme par l'appareil coercitif de l'État (armée et police) et l'exercice de la peur et de la répression.

Le militarisme et la guerre impliquent la hausse du prix des produits de base et de l'énergie et, par conséquent, l'augmentation du coût de la vie. Ils signifient que nous sommes les travailleurs qui allons devoir payer plus pour moins, que le pouvoir économique va nous serrer encore plus pour ne pas les toucher, et que les inégalités vont augmenter et s'accentuer. Il s'agit d'alimenter la peur du gouffre sans fond de l'exclusion sociale pour que nous, travailleurs, soyons soumis et silencieux.

Le militarisme et la guerre impliquent la destruction systématique des communautés et des sociétés, ainsi que de leur richesse culturelle et sociale. Ils signifient étendre l'hégémonie mondialisante du capitalisme, voler et marchandiser les terres et les ressources naturelles de ces communautés, les forçant à rester déracinées, à faire partie de l'engrenage du capitalisme, à la fois comme main-d'œuvre bon marché et comme chair à canon dans les guerres et les conflits armés.

C'est pourquoi nous, anarchistes, prônons la démilitarisation et la dissolution des armées. Nous croyons en la pratique de la solidarité et du soutien mutuel avec tous ceux qui sont exploités et dépossédés, et en une société horizontale de fédérations libres de producteurs et de consommateurs basée sur le travail associé et coopératif. C'est pourquoi nous dénoncerons les barbaries causées par les frontières, les États, les puissances économiques et politiques, et les guerres qui leur profitent tant.

Ni l'OTAN, ni l'impérialisme américain ou russe

Contre l'industrie de la guerre et de la mort

Pour la paix sociale, pour la solidarité et le soutien mutuel entre tous les travailleurs

Merci à nos compagnons espagnols pour l'envoi de ce texte. Nous le complétons par ce qui suit :

L'armée est dans tous les régimes un fléau contre la liberté et contre la culture, l'une ne marchant pas sans l'autre. Apprendre à tuer et à se faire tuer ne peut mener qu'à faire des robots. Ces êtres humains que l'on voit – dans toutes les armées du monde – obéir aux aboiements d'un chef, capables sur cet ordre d'assassiner n'importe qui – serait-ce un être exceptionnel – ou de se faire tuer par plus sauvage que lui, sans savoir pourquoi, ce sont des soldats. Tous ne sont pas ainsi, c'est vrai. Mais le soldat idéal c'est celui-là. Le meilleur défenseur de la Patrie, le plus décoré, l'exemple à suivre. Celui qui réfléchit avant de tuer ou de se faire tuer est un traître en puissance !

A bas toutes les armées. (le libertaire)

Les élites européennes portent une lourde responsabilité dans le réchauffement climatique.

Nous devons malheureusement vivre avec le réchauffement climatique : ses vagues de chaleur, les inondations, les phénomènes météorologiques tels les coups de vent soudains etc.

Parce que nous n'avons plus le choix et que le futur semble encore plus morose au niveau de la crise climatique, nous devons dans un premier temps limiter la casse en diminuant les gaz à effet de serre de manière drastique et dans un second temps nous adapter. Prenant prétexte de la guerre en Ukraine, l'Allemagne fait le choix de recourir au charbon, l'une des énergies fossiles les plus émettrices de gaz à effet de serre. L'Autriche, la Grèce…semblent décider à lui emboîter le pas. Les élites européennes portent une lourde responsabilité dans le réchauffement climatique.

En France, après les 20 000 morts dus à la canicule de 2003, des mesurettes ont été prises pour ne plus atteindre cette mortalité. Pour autant, le cumul du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, la Covid et les vagues de chaleur risquent d'être un mélange détonant. Les plus démunis seront en première ligne de la souffrance.

Les autorités raisonnent souvent à court terme et proposent des solutions « techniques » qui parfois aggravent sur le moyen terme le réchauffement climatique. L'exemple type est la climatisation. Mais nous pourrions citer les canons à neige dans les stations de sports d'hiver et bien d'autres exemples.

La France mais aussi bon nombre de pays est victime de vagues de chaleur qui induisent des sécheresses, des incendies, des pertes de récoltes … mais aussi à l'inverse de ces aléas, des précipitations intenses, des tempêtes, des tornades ou cyclones…et à terme la submersion marine,

une déforestation…et quand on cumule le tout, ce sont des catastrophes dites naturelles. Mais en réalité ces dernières sont liées aux activités humaines.

Si l'on suit les dernières vagues de chaleur, deux tiers du pays ont été touchées et des records de chaleur pour un mois de juin ont été largement battus notamment dans le Sud-ouest de la France. Nous pourrions ajouter qu'un quart des Français habitent dans une zone inondable. D'autres logent dans des maisons construites sur des sols argileux, ceux-ci se rétractant ou se gonflant selon les aléas climatiques, ce qui provoquent d'énormes fissures, mettant en péril les demeures. Les assurances ne couvrant pas toujours les dégâts.

Les autorités permettent aussi à la demande de maires intéressés par l'augmentation du nombre d'habitants de leur commune, de construire dans des zones à risques : usines classées Seveso dans la banlieue havraise, zones inondables près des côtes…L'artificialisation des sols continue avec la construction de grandes surfaces commerciales (Montivilliers dans le 76…). La politique, l'économique prennent souvent le pas sur la raison écologique.

Nous pourrions profiter de la crise énergétique due à la Russie pour s'occuper une bonne fois pour toutes de la rénovation thermique dont on nous rebat les oreilles mais dont on ne voit pas les résultats à une échelle pertinente. Ces transformations structurelles pourraient permettre aux foyers les plus défavorisés d'avoir un logement bien isolé pour l'hiver avec des économies de chauffage à la clef et un certain confort l'été avec une température supportable dans les appartements. Nous attendons toujours les îlots de fraîcheur dans les grandes villes même si l'on sait que ce n'est pas en plantant quelques arbres que les chaleurs des derniers jours seront plus supportables à l'avenir. Mais une végétalisation accrue, des fontaines, des coins ombragés multipliés…pourraient diminuer l'impact de la chaleur. Il faut au moins se donner les moyens d'atténuer les températures caniculaires. Nous pourrions de même changer la législation urbaine : combien d'arbres ont été abattus ces dernières décennies sous couvert que certains arbres gênaient un voisin ? Inscrire la gratuité des transports en commun afin de diminuer le nombre de voitures en ville…Concernant le recul du trait de côte, il faut utiliser les moyens informatiques pour l'anticiper et prendre les mesures qui s'imposent. L'agroécologie doit être rapidement dynamisée et encouragée. Les nappes phréatiques et les cours d'eau ne doivent plus être pollués. Il est assez stupéfiant que le problème des algues vertes ne soit pas résolu en Bretagne alors que ce fléau est connu des autorités depuis fort longtemps.

Nous autres libertaires, savons que l'Etat n'est pas la solution à tous les problèmes ; il en est même parfois la cause. C'est aux communes de prendre les dispositions pour interdire toute pollution, réduire les émissions des gaz à effet de serre…sous le contrôle vigilant des habitants. Chaque commune a une certaine vulnérabilité et les réponses doivent être circonstanciées. Se fédérer entre communes peut permettre de fournir des ressources à celles qui en sont dépourvues. Par solidarité mais aussi par intérêt mutuel. Nous ne sommes pas naïfs et savons qu'il existe des fractures territoriales, bien souvent créées par la centralisation. C'est à nous de les atténuer à défaut de les supprimer. Quoiqu'il en soit, l'inaction climatique coûtera bien plus cher à terme que les mesures à mettre en œuvre aujourd'hui pour limiter les effets du dérèglement climatique. Il faut faire de la prévention et agir en même temps. Les catastrophes qui ont frappé la vallée de la Roya dans les Alpes-maritimes pourront malheureusement se produire ailleurs si on ne prend pas des mesures adaptées à chaque situation locale. Les falaises qui s'effritent en Seine-Maritime ne sont pas une vue de l'esprit mais une réalité qui s'invite périodiquement. Il est illusoire de lutter contre la mer par un système de digue… Si les élus ne se bougent pas car dans le déni, c'est à nous de leur secouer les puces. Et en action directe, les anarchistes s'y connaissent.

On entend souvent dire que les Boomers seraient responsables du chaos dans lequel nous vivons. C'est surtout le capitalisme qui est responsable du chaos et des inégalités sociales qui nous assaillent. Monter les jeunes contre les plus âgés, diviser pour mieux régner, c'est une méthode bien connue. Ce sont peut-être les mêmes diviseurs qui refusent une transition énergétique plus juste en omettant la dimension sociale de celle-ci car ce sont toujours les plus pauvres qui habitent dans les quartiers populaires où règnent les passoires thermiques…et où logent les Boomers peu fortunés qui n'ont pas d'autres choix que de rester là où ce n'est pas trop cher. Pas très classe les bouffeurs de Boomers.

Ti Wi (GLJD)

Le parlementarisme est incapable de résoudre la question environnementale

Le suffrage universel est l'exhibition à la fois la plus large et la plus raffinée du charlatanisme politique de l'Etat ; un instrument dangereux, sans doute, et qui demande une grande habileté de la part de celui qui s'en sert, mais qui, si on sait bien s'en servir, est le moyen le plus sûr pour faire coopérer les masses à l'édification de leur propre prison […] Les formes dites constitutionnelles ou représentatives ne sont en aucune façon un obstacle au despotisme étatiste, militaire, politique et financier […] Mais, dira-t-on, les travailleurs devenus plus sages par l'expérience même qu'ils ont faite, n'enverront plus de bourgeois dans les assemblées constituantes ou législatives, ils enverront de simples ouvriers […] Savez-vous ce qu'il en résultera ? C'est que les ouvriers députés, transportés dans des conditions d'existence bourgeoise, cessant d'être des travailleurs de fait pour devenir des hommes d'Etat, deviendront des bourgeois, et peut-être seront-ils même plus bourgeois que les bourgeois eux-mêmes. Car les hommes ne font pas les positions, ce sont les positions, au contraire, qui font les hommes. (Bakounine)

Si à l'époque du puissant Parti Communiste Français, dans les années cinquante, des ouvriers ont été investis députés, aujourd'hui, un seul député ouvrier siège à l'assemblée sur 577 députés. C'est certainement cela que l'on appelle la représentation nationale. Pour autant une assemblée qui serait constituée de nombreux ouvriers ne changerait pas fondamentalement la donne. Un député ouvrier, c'est un député de plus et un ouvrier de moins. CQFD.

Sincèrement, est-ce que le parlementarisme est capable de résoudre la question des inégalités entre la France qui se serre (les travailleurs) et la France qui se sert (les rupins) ? Non, sinon cela se saurait depuis le temps que les élections existent.

Le parlementarisme est-il capable de répondre à la question écologique ? Non. Le réchauffement climatique n'a pas de frontière, par exemple. C'est un axe d'air chaud qui remonte d'Afrique du Nord qui nous fait suffoquer ces jours-ci. Le quinquennat 2017-2022 de Macron Premier, a-t-il pris les mesures qui s'imposaient contre les dérèglements climatiques. Non. Alors que la majorité parlementaire était à sa botte, pas grand-chose n'a été fait.

La canicule de ces derniers jours se situe dans la même ligne que celle de 2003. A part que les autorités essaient de ne pas retrouver le même nombre de morts, notamment les personnes âgées, qu'en 2003. Depuis nombre de protocoles ont été mis en place dans les Ehpad…Mais le problème des sans-abris est des plus poignants. Et l'épisode caniculaire étant plus court (nous ne sommes qu'en juin), le gouvernement croise les doigts…et anticipe un non engorgement des hôpitaux. Mais cet été ?

Malgré de nombreux rapports, aucune réflexion n'a été menée dans les écoles, bien souvent des passoires thermiques. On inverse les responsabilités et le gouvernement tend à individualiser le problème climatique. Il faudrait être attentif à la santé des plus fragiles, avoir les bons gestes, avoir du bon sens, ne pas faire de sport…quand il y a des coups de chaleur. Et donner pour consigne aux enseignants par exemple de tirer les rideaux et de fournir aux enfants de l'eau…Comme si les enseignants ne le faisaient pas déjà. Car les solutions viennent heureusement du terrain mais celui-ci aimerait bien que l'isolation du bâti se fasse…que les mairies ne freinent pas des quatre fers pour agir. Certes cela représente un coût mais la santé des enfants, des jeunes et des personnels a-t-elle un prix ?

Le réchauffement climatique met sous tension les écoles, les hôpitaux, les chantiers qui s'arrêtent. Il menace de même les rendements agricoles, les précipitations…Il y a toujours eu des périodes de grands froids ou de grandes chaleurs. Le problème, c'est que maintenant leur fréquence augmente ainsi que leur intensité. Les vagues de chaleur sont causées par les émissions de gaz à effet de serre, ces dernières étant dues à la combustion d'énergies fossiles, celles dont nous aurions dû nous débarrasser dès la crise pétrolière de 1973. Mais les lobbys et leurs alliés parlementaires ont empêché cela et retardé autant que possible l'alternative au pétrole, au charbon et au gaz.

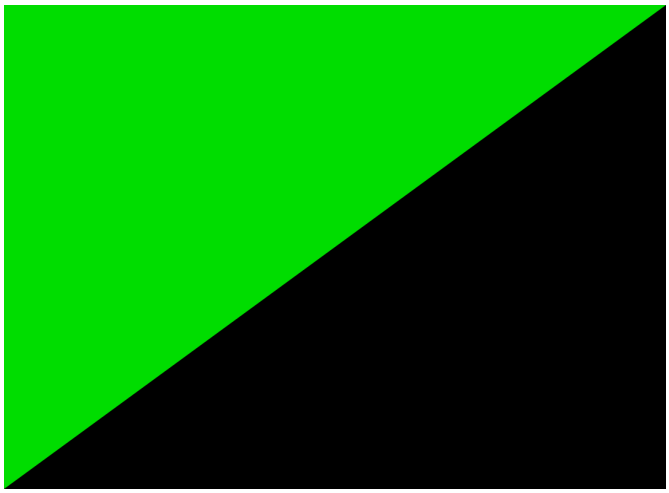
A la fin de ce siècle, il est prévu une trentaine de jours de canicule par an. Ces journées seront d'autant plus insupportables dans les régions où existe une humidité comme sur la côte méditerranéenne. Toutes les régions françaises seront touchées, même si la Bretagne et la Normandie seront moins impactées le long des côtes de la Manche. Des phénomènes d'une autre nature pourront voir le jour. Hier, une mini tornade s'est abattue à Villers-sur-Mer (Calvados), tuant une personne et en blessant de nombreuses. Tornade non prévue donc non anticipée.

Le dérèglement climatique est principalement dû aux activités humaines. Il nous appartient donc de réagir collectivement et internationalement. Ce sont des individus regroupés pour faire pression sur les décideurs politiques et économiques qui pourront faire changer les choses. Se croiser les bras en attendant que les députés légifèrent est une absurdité. D'autant qu'ils peuvent légiférer, si le

patronat et les multinationales ne les suivent pas, ce sera encore du temps de perdu. Les solutions viendront de nous ou elles ne viendront pas.

Des milliards vont être englouties dans l'armement. Le gouvernement entend augmenter les fonds de la loi de programmation militaire. Le tout sous la houlette d'un parlement godillot. C'est tout le contraire de ce qu'il faudrait faire qui se passe sous nos yeux. Quand l'humain sera-t-il capable d'œuvrer dans l'intérêt de tous et toutes, ne serait-ce qu'œuvrer pour la sauvegarde de l'humanité ?

Sterenn (56)



Les tueries de masse se multiplient aux Etats-Unis

Les fusillades dans les écoles américaines, ainsi que les homicides, se multiplient depuis trente ans, et sont même devenus l'objet de débats et de campagnes politiques. Les États-Unis sont la nation qui compte le plus de fusillades de masse dans le monde. Le terme « fusillade de masse » est généralement utilisé lorsque quatre victimes sont recensées, en excluant le meurtrier.

Avec ce critère, depuis le début du XXIème siècle, on comptabilise 24 tueries par an. Le meurtrier est généralement tué par la police, arrêté par des policiers ou des civils, ou se suicide.

Après le massacre de Parkland en Floride, le débat sur le pourquoi et le comment de ces événements a de nouveau été déclenché. Des propositions ont été proposées pour des lois, tant étatiques que fédérales, qui tentent d'imposer des gardes et des policiers, nationaux ou privés, au sein des instituts, qui imposent le blindage des bâtiments, qui empêchent la possession d'armes par les moins de 21 ans – moins, bien sûr, s'ils rejoignent l'armée – ou bien l'accent a été mis sur la question de la santé mentale.

Pour rappel, la fusillade de Parkland est une tuerie en milieu scolaire survenue le 14 février 2018 dans la Marjory Stoneman Douglas High School, dans l'État de la Floride, perpétrée par Nikolas Jacob Cruz, un ancien élève de l'établissement.

Dix-sept personnes sont tuées et quinze autres sont hospitalisées, faisant de cette fusillade l'une des plus meurtrières survenues aux États-Unis en milieu scolaire.

D'après les recensements de l'ONG Gun Violence Archive, les Etats-Unis ont été le théâtre de 251 fusillades de masse depuis le début de l'année 2019.

Récemment, dix-neuf enfants et deux institutrices ont fait partie de la dernière tuerie de masse aux Etats-Unis, le 24 mai 2022 à Uvalde, au Texas. C'est la deuxième plus grave jamais survenue dans un établissement scolaire. Les Etats-Unis n'en finissent pas de pleurer leurs morts. Si on y ajoute la récente tuerie dans un hôpital, on voit que la violence par armes à feu gangrène « le pays de la liberté ». Et rien ne semble arrêter les massacres par armes à feu.

Mais regardons de plus près.

Il existe aux États-Unis un marché florissant de la sécurité privée qui fournit, outre les policiers privés eux-mêmes, du matériel, des moyens, des formations et des équipements. Des propositions telles que permettre aux écoles d'être protégées par des portes et des fenêtres blindées dans toutes les salles de classe, en plus de pouvoir les surveiller de loin, représentent un chiffre d'affaires de centaines de milliers de dollars. Former le personnel à réagir à un tireur signifie dépenser des milliers de dollars pour chaque membre du corps professoral affecté à cette tâche. L'introduction de la police privée signifie d'autres millions pour les payer ou payer les entreprises qui les embauchent. Ce sont des mesures délicieusement keynésiennes, car elles stimulent le marché par la dépense publique, et permettent de résorber en partie le chômage endémique des vétérans des guerres récentes. Et Trump de demander qu'on arme les enseignants pour protéger les enfants des écoles. La convention annuelle de la NRA, le principal lobby des armes américain, s'est ouverte, vendredi 27 mai 2022, à Houston, à 450 kilomètres d'Uvalde, où un adolescent de 18 ans a tué dix-neuf enfants et deux enseignantes. L'ancien président Donald Trump y a de nouveau défendu le deuxième amendement.

Le scandale des armes à feu continue aux Etats-Unis et est encouragé au plus haut niveau des Républicains. Républicains, de plus en plus fagocités par les Evangéliques. Les meetings politiques ressemblent de plus en plus à des grandes messes de fidèles. Politique et religion, dans une liaison dangereuse, influent sur le comportement des Américains. Les croyants ont une mission sur Terre et ils font de la politique pour servir leur Dieu. Tout comme

les musulmans qui ont une religion d'Etat. Et le goût des armes pour la plupart des religieux est bien connu.

Les propositions de la NRA et de leurs porte-voix s'inscrivent surtout dans la tendance générale à la militarisation de la société, tendance que l'on observe partout. Dans une phase où la masse de personnes destinées au chômage ou à l'emploi précaire chronique augmente énormément en raison du changement de paradigme des systèmes de production – manufacturiers et cognitifs – il est nécessaire d'accroître le contrôle social. La militarisation n'est rien de plus que le revers de la médaille par rapport aux systèmes de gestion de la misère. La masse croissante d'exclus, de pauvres et de semi-pauvres doit être gérée d'une manière ou d'une autre, n'est-ce pas ? La carotte et le bâton sont toujours de bonnes vieilles recettes.

Il faut donc transformer davantage les écoles en casernes, empêcher les mouvements sociaux et habituer les individus dès leur plus jeune âge à la militarisation de la société. Beau programme répressif et orwellien.

Parallèlement à tout cela, il y a eu les propositions habituelles et variées de restreindre la possibilité d'accès aux armes à feu, ce qu'évidemment une bonne partie de la « gauche américaine » soutient. Mais l'hégémonie est le mécanisme par lequel l'idéologie de la classe dirigeante pénètre même parmi ceux qui voulaient s'y opposer.

L'ogre de la gauche libérale – la NRA, National Rifle Association – est favorable à ces mesures de militarisation, ainsi qu'à certaines formes de maîtrise des armements partagées avec l'administration. Les intérêts du parti de Trump, parti moyen-supérieur blanc de classe, est favorable à des mesures telles que l'augmentation des postes de contrôle ou l'interdiction des armes pour les moins de 21 ans. La NRA a montré qu'elle voit d'un bon œil toute mesure visant à retirer les armes des yeux des pauvres et des minorités, et n'est pas intéressée à protéger les propriétaires d'armes qui ne font pas partie de sa statistique de référence dans tout ce qui représente les intérêts de ces milliers de petites sociétés semi-individuelles qui fonctionnent grâce à la militarisation toujours croissante de la société, et qui sont favorables à toute politique allant dans ce sens. Nous ne pensons pas que les grands producteurs d'armes de guerre, le complexe militaro-industriel, aient besoin de la NRA pour préserver leurs propres intérêts, qui résident dans les guerres elles-mêmes. La guerre en Ukraine présente un débouché conséquent pour les marchands de canon par exemple. L'armement de plusieurs pays de l'Otan aussi.

D'autre part, il faut souligner que les livres écrits par des personnes liées à la NRA, qui traitent du sujet à travers des manuels (comme ceux de type opérationnel de Massad Ayob, une référence internationale même pour de nombreux tireurs sportifs) , alors qu'ils devraient vraiment utiliser des textes purement techniques et impartiaux, ils diffusent un texte subliminal profondément influencé par l'idéologie de la classe moyenne supérieure américaine, débordant de justifications pour les meurtres policiers et d'éloges disproportionnés pour les forces de l'ordre. Ce n'est pas un hasard si depuis quelques années on parle spécifiquement de « gun culture », et qu'il existe même des cours dédiés à l'étude de ces phénomènes.

L'administration, sous l'ère Trump, a tout fait pour s'éloigner du débat sur la variable de la santé mentale, cela signifie simplement la médicalisation du malaise psychique, malaise qui ne peut manquer d'être présent dans une société aliénée, et un possible retour à des méthodes encore plus autoritaires. Le problème de la santé mentale est réel, pas seulement aux États-Unis, et il faut s'y attaquer ; mais nous avons eu un siècle précédent de désastres et de drames causés par une gestion purement médicalisée, qui nous dit que ce n'est pas la bonne façon de procéder, même si c'est la seule qui puisse être envisagée dans le paradigme d'une société aliénée. Par contre, il faut souligner que ceux qui commettent des attentats comme ceux de Parkland ou d'Uvalde sont psychologiquement instables.

D'un autre côté, le problème se pose toujours de savoir qui détermine qui est fou. Jusqu'à il y a quelques décennies à peine, un homosexuel était considéré comme cliniquement malade. Selon ce raisonnement, les homosexuels et les transgenres auraient dû être empêchés d'accéder à la possibilité de se défendre contre d'éventuelles agressions. Comme on le voit, ce n'est pas exactement une affaire simple, malgré l'insistance des Trump, qui se sont déclarés favorables à la saisie d'armes à des personnes « dangereuses » – encore une fois, définies par qui ? – sans passer par un processus équitable, base du droit libéral, comme les différents libéraux de type Clinton ou Biden.

Les statistiques sur ceux qui commettent des massacres dans les écoles en disent plus que ce que les autres peuvent dire. Alors que la presse européenne s'aligne derrière le Washington Post et le New York Times, on apprend que dans l'affaire Parkland par exemple, pour la énième fois, le tueur est un suprémaciste blanc qui s'intègre parfaitement dans la statistique globale des responsables des tueries de masse.

L'origine de ces événements doit être recherchée dans la classe moyenne blanche et dans sa façon de penser : darwinisme social, individualisme au sens négatif, misogynie – l'auteur de la fusillade de Parkland a été actif dans des forums misogynes qui font partie intégrante de l'extrême droite – et la suprématie blanche. Une action de ce genre rappelle étroitement les modes d'action du fascisme, en particulier le mépris absolu de l'autre qui, d'une certaine manière, n'a pas eu accès à un certain niveau

d'illumination et n'est pas initié à la vision juste, éternelle et immuable de ce monde.

L'agresseur s'abstrait de la masse sur laquelle il décharge ses armes dans un rite de purification, et parvient à s'affirmer. Dans le cas de Parkland, nous sommes face à l'éternel retour de la culture de droite. Le « soldat politique » de culture de droite se considère supérieur, endossant un esprit prédateur même et surtout envers ceux qu'il dit vouloir défendre. Dans le cas d'Uvalde, l'auteur des faits, Salvador Ramos, un jeune homme de 18 ans, a tué des enfants de l'école qu'il avait lui-même fréquenté. D'après la presse, il aurait subi de mauvais traitements durant sa scolarité et se serait vengé. Si toutes les personnes harcelées en milieu scolaire massacraient ultérieurement des enfants de primaire, nous assisterions à une véritable hécatombe. Le problème est à rechercher ailleurs d'autant que dans le cas présent, il s'est attaqué aux membres de la communauté hispanique. Ce jeune a décidé de décharger sa colère sur des enfants et deux enseignantes mais il aurait pu la décharger sur ses pairs, ses voisins, sa famille ou ses collègues. Le fait d'avoir une arme permet ce genre d'attitude.

La seule réponse sensée à tout cela est l'auto-organisation et l'interdiction des ventes d'armes. Si nous enlevons les armes à feu à la vente, elles ne peuvent pas tomber entre les mains de tueurs en série.

Les propositions de limitation de la vente des armes à feu seraient un moindre mal, mais ne seraient pas du tout exemptes de dérives. L'interdiction d'une arme à feu particulière [en référence au débat sur les fusils automatiques, en particulier l'AR15] n'arrêtera pas ceux qui veulent commettre des violences de masse ni n'atténuera ce qu'ils peuvent faire. Une personne déterminée peut obtenir les mêmes résultats avec un AR15 qu'avec un fusil de chasse, et des substances fabriquant des bombes peuvent être trouvées sous l'évier de la cuisine.

Il faut vraiment se demander si la volonté de résoudre le problème des meurtres de masse par une législation d'urgence serait efficace ou s'il ne vaudrait pas mieux éduquer à l'existence pacifique des êtres humains et corréler cette loi d'interdiction avec un changement culturel profond. Malheureusement, cette tradition de défense armée est toujours vivace et a même connu un regain sous Trump. De nouveaux clubs de tir et groupes de défense voient encore le jour. Les survivalistes en ajoutent un peu plus au culte viriliste du fusil. La réussite d'une politique de lutte contre la vente des armes à feu implique une lutte sans failles contre de puissants lobbys dont la NRA. Il y a urgence à poser les fondements de cette lutte.

Décidément, la tâche des libertaires s'avère des plus ardues. Mais, même si 95% de la population pensaient que les armes à feu seraient la solution à la sécurité de tous, nous continuerions à dire que la violence appelle la violence et qu'il faut désarmer tout le monde. Si tu veux la paix, prépare la paix.

Ti Wi (GLJD)

Un siècle après la parution de « Pages contre la Guerre » de Madeleine Vernet, les temps ont bien changé mais la prégnance du militarisme via les marchands d'armes et les médias dont ils sont actionnaires voire propriétaires, est toujours présente. La guerre en Ukraine vient nous rappeler que nous ne sommes jamais à l'abri d'une guerre, chose la plus terrible qui soit au monde avec la famine. Donc se replonger dans les poèmes de Victor Hugo, Henriette Sauret, Eugène Bizeau, Sully-Prudhomme, Jean Richepin, Madeleine Vernet…, ne peut qu'être salutaire. Car le bruit des bottes résonne à nouveau.

« J'ai voulu donner la première place au volume des « Pages contre la Guerre » – bien qu'au début j'aie pensé la donner à Victor Hugo, pour le volume duquel le dessinateur Luce nous a fait un beau portrait.
Mais, en ces dernières années, le militarisme a fait un tel progrès, a tellement réenvahi les esprits, que l'idée m'est venue de consacrer spécialement un volume aux pages écrites sur la guerre et contre la guerre.

Elles ne sont pas légion, d'ailleurs. S'il s'était agi de faire des recherches contraires et de réunir tout ce qui a été écrit à la glorification, à l'exaltation de la guerre, de l'armée, du patriotisme, on aurait sans peine composé un énorme volume. Mais les poètes qui se sont hasardés à flétrir la guerre, ou simplement à la dépeindre dans son exacte et triste vérité, ne sont pas nombreux.

Mais, raison de plus, puisqu'il y a tant d'occasions d'adresser à la gueuse des louanges et des flatteries, raison de plus pour connaître les pages qui la montrent avec sincérité, qui la flétrissent et la stigmatisent.

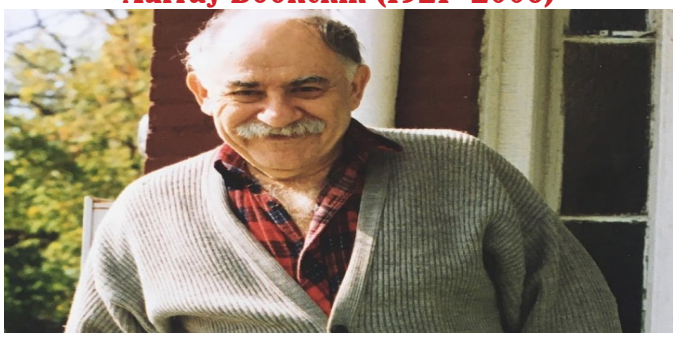
Nous ne devrions jamais faire une réunion, jamais organiser une fête sans qu'une page contre la guerre n'y soit lue. C'est en répétant, toujours et toujours, les mêmes choses, qu'on finit par convaincre les individus.C'est là de la pédagogie élémentaire. […]
Songeons que ceux qui ont intérêt à la perpétuation de la guerre ne manquent jamais une occasion de la glorifier. Ne perdons donc jamais, nous autres, une occasion de la flétrir.
Si ce petit volume peut aider la propagande pacifiste et antimilitariste, je serai amplement récompensée de la peine que j'ai prise à réunir les pages qui le composent. »

Madeleine Vernet
Editions de « L'Avenir Social » à Epône- 1921

L'A.B.C. anarchiste De Pierre-Joseph Proudhon à David Graeber

Suite du Libertaire de mai 2022

Murray Bookchin (1921 -2006)



Et d'enfoncer le clou sur les effets pervers d'une société basée sur la hiérarchie et la domination : « Aux énormes problèmes de fond que crée l'ordre social actuel s'ajoutent ceux créés par une mentalité qui a commencé à se développer bien avant la naissance du capitalisme, et que ce dernier a entièrement absorbée. Je veux parler de la mentalité structurée par les notions de hiérarchie et de domination, où la domination de l'homme sur l'homme a donné naissance au concept de domination de la nature comme « destin » - voire comme nécessité de l'humanité. Que la pensée écologique ait commencé à faire passer l'idée que cette conception de « destin » de l'humanité est pernicieuse, a tout lieu de nous réconforter. »

Bookchin, pacifiste et antimilitariste, dénonce la gabegie militariste alliée objective de toute domination: « De notre vivant, nous avons vu la domination s'étendre sur le paysage social à un point tel qu'elle échappe à tout contrôle humain. Les milliers de milliards de dollars que les nations du monde ont dépensés depuis la Seconde Guerre mondiale en moyens d'assujettissement et de destruction – ses « budgets de défense » pour un armement tout à fait terrifiant – ne sont que la preuve la plus récente d'un engouement séculaire pour la domination qui a maintenant atteint des proportions frénétiques. »

Ainsi, les préceptes de l'écologie n'assurent pas l'émancipation des individus en tant que telle si les hiérarchies persistent et ne sont pas abolies. Une société écologique doit être non-hiérarchique, sans classes, si l'on veut éliminer l'idée même de domination.

« Par hiérarchie, j'entends les systèmes culturels, traditionnels et psychologiques d'obéissance et de commandement, et pas simplement les systèmes économiques et politiques auxquels les termes « classe » et « Etat » renvoient généralement. Par conséquent, hiérarchie et domination pourraient facilement continuer à exister dans une société « sans classe » ou « sans Etat ». Je fais référence à la domination des vieux sur les jeunes, des hommes sur les femmes, d'un groupe ethnique sur un autre, des bureaucrates qui prétendent parler au nom d'un « intérêt social supérieur » sur les « masses », de la ville sur la campagne, et dans un sens psychologique plus subtil, de l'esprit sur le corps, d'une rationalité superficielle et instrumentalisée sur l'esprit, et de la société et la technologie sur la nature. »

Bookchin dénonce donc toutes formes de domination : genre, race, âge, classes… Sa pensée est universelle car les problématiques sont à penser, de façon écologique, depuis les milieux de vie et depuis les cultures qui sont propres à chaque population : « Notre espèce est encore divisée par des antagonismes entre les âges, les sexes, les classes, les revenus, les ethnies, etc. Il est absurde de parler de « l'humanité » en termes zoologiques, comme le font aujourd'hui tant d'écologistes, de traiter les gens comme une espèce parmi d'autres et non comme des êtres sociaux qui vivent dans des créations institutionnelles complexes. Une humanité éclairée, consciente de toutes ses potentialités dans une société écologiquement harmonieuse, n'est qu'un espoir et non une réalité présente ; un « devoir être », non un « étant ». Tant que nous n'aurons pas créé cette société écologique, nos capacités de nous entretuer et de dévaster la planète continueront de faire de nous une espèce encore moins évoluée que les autres. Parvenir à notre pleine humanité est un problème social, qui dépend de changements institutionnels et culturels fondamentaux : ne pas le voir, c'est réduire l'écologie à la zoologie et faire de toute tentative de réaliser une société écologique une chimère. »

L'écologiste Bookchin nous parle d'éthique où l'humain peut orienter ses actions par les choix qu'il décide de mettre en œuvre. L'écologie sociale se pense alors comme une alternative, à la fois science humaine et science naturelle. Pour lui, l'écologie sociale libertaire ou éco-anarchisme s'occupe d'écosystèmes dans lesquels les choses vivantes sont interdépendantes et jouent des rôles complémentaires en perpétuant la stabilité de l'ordre naturel. Elle traite donc de l'équilibre dynamique de la nature, de l'interdépendance du vivant et du non-vivant, les êtres humains faisant eux aussi partie du monde naturel.

Equilibre et harmonie sont atteints, dans la nature, par la différenciation constante, par une diversité toujours croissante. La stabilité écologique n'est pas fonction de la simplicité et de l'homogénéité, mais de la complexité et de la variété. La capacité d'un écosystème à maintenir son intégrité ne dépend pas de l'uniformité du milieu, mais bien de sa diversité.

Murray Bookchin ne rejette absolument pas les progrès techniques et notre héritage scientifique, c'est-à-dire que l'on ne doit pas revenir à une technologie rudimentaire et à ses chaînes : l'insécurité matérielle, le labeur épuisant, la renonciation. Pas plus que nous ne pouvons, nous laisser assujettir à celles du monde des machines, déshumanisé par la technologie : l'aliénation, la concurrence, et le brutal déni des possibilités humaines.

Cependant, il met en garde ses concitoyens sur l'utilisation négative qui peut être faite des découvertes scientifiques: « Nous sommes donc confrontés à ce paradoxe que la science, outil indispensable pour le bien-être humain, est devenu le moyen par lequel ses traditionnelles fonctions humanistes sont subverties. La neutralité éthique du physicien nucléaire, celle du chimiste de l'agroalimentaire ou celle du bactériologiste impliqué dans le développement de virus mortels à des fins militaires sont les symboles glaçants d'une « science devenue folle » qui soutient la comparaison en tous points terrifiante avec l'image de la « technologie devenue folle ». Les vives controverses sur les dangers des centrales nucléaires et des manipulations génétiques montrent bien que la science fait face à une grave mise en cause de ses prétentions en matière non seulement de compétence technique mais encore de maturité morale. »

Il nous incombe précisément alors de distinguer les promesses de la technologie – son potentiel créateur – de sa capacité de destruction. Ce dont l'humanité a besoin, ce n'est pas de mettre au rancart toute technologie avancée ; c'est de pousser à fond le développement d'une technologie sélective et respectueuse des principes écologiques.

On ne devrait plus aujourd'hui parler en termes de « limites de croissance », de « simplicité volontaire » et de « conservation », mais plutôt en termes d'expansion illimitée, d'accumulation illimitée de capital et de richesses et, au bout du compte, d'une accumulation illimitée de déchets et de matériaux bruts destinés à créer des biens inutiles, parfois même toxiques, tout autant qu'un arsenal d'armes toujours croissant. La société bourgeoise ne se contente pas de faire des hommes des objets, elle en fait des marchandises, des ressources. Il nous faut retrouver un sens juste de nos besoins, des besoins nés d'une vie saine et exprimant les penchants personnels, et non pas des « besoins » dictés par les médias de masse.

Nous partageons avec la nature une histoire et une destinée commune. Les tendances de notre époque vont visiblement à l'encontre de la diversité écologique ; en réalité, elles vont en direction d'une brutale simplification de toute la biosphère.

L'action écologique est fondamentalement une action sociale. Ou bien nous nous attaquerons directement aux racines sociales de la crise écologique actuelle, ou bien nous glisserons vers le totalitarisme. Si le mouvement écologiste n'embrasse pas le problème de la domination sous tous ses aspects, il ne contribuera en rien à l'élimination des causes profondes de la crise écologique de notre époque. S'il en reste à une lutte réformiste contre la pollution ou pour la conservation de la nature – l' «environnementalisme » - sans prendre en compte la nécessité d'une révolution au sens le plus large, il servira seulement de soupape de sécurité au système actuel d'exploitation de la nature et des hommes. Bookchin propose de s'organiser sur des bases humanistes et libertaires et agir dans un esprit de communauté et d'entraide.

A une époque où un mécanisme social aveugle – le marché – change le sol en sable, recouvre de béton des terres fertiles, empoisonne l'air et l'eau, et engendre des changements climatiques et atmosphériques radicaux, on ne peut pas méconnaître l'impact sur le monde naturel d'une société de classe fondée sur une hiérarchie et une exploitation agressive.

Il nous faut alors définir une éthique écologique fondée sur le discours et la réflexion rationnels pour résoudre les problèmes écologiques. Parallèlement le pouvoir qui n'appartient pas au peuple appartient invariablement à l'Etat et aux intérêts des exploiteurs qu'il représente.2

Devant cette confluence de la crise sociale et de la crise écologique, nous ne pouvons plus nous permettre de manquer d'imagination ; nous ne pouvons plus nous permettre de négliger la pensée utopique.

Le municipalisme libertaire

Ce que l'on retient surtout de Murray Bookchin aujourd'hui, c'est la notion de « municipalisme libertaire », système d'assemblées populaires, fédérées en communes écologiques autonomes, confédérées elles-mêmes en Communes plus larges avec un mode de fonctionnement de démocratie directe écologique et non-hiérarchique de communes fédérées. Face à un système planétaire autodestructeur (changement climatique, pollutions diverses, déchets radioactifs, capitalisme débridé, dettes, guerres, famines, …), Bookchin propose des alternatives locales fédérées de bas en haut, des modes d'organisation rénovés et non-hiérarchiques : « Mon espoir est que ces écocommunautés et leur technologie adaptée aux dimensions humaines ouvrent une nouvelle ère de relations d'individu à individu, de démocratie directe, et qu'elles pourvoient en temps libre grâce auquel, à la façon des Grecs, la population serait en mesure de gérer les affaires de la société en se passant de l'intermédiaire des bureaucrates et des professionnels de la politique. »

L'écologie sociale libertaire ou éco-anarchisme s'occupe d'écosystèmes dans lesquels les choses vivantes sont interdépendantes et jouent des rôles complémentaires en perpétuant la stabilité de l'ordre naturel. Elle traite donc de

l'équilibre dynamique de la nature, de l'interdépendance du vivant et du non-vivant, les êtres humains faisant eux aussi partie du monde naturel. En fait il est impossible de séparer les problèmes écologiques des problèmes sociaux, donc de l'organisation de la société dans sa globalité afin de maintenir le maintien de l'équilibre et de l'intégrité du tout.

Contre la politique politicienne et l'Etat, Bookchin préfère donc la Commune ou plutôt la communauté : « La reprise en main et la mise en œuvre de la politique doit, selon moi, prendre pour point de départ les citoyens et leur environnement immédiat au-delà de la famille et de la sphère de sa vie privée. Il ne peut pas y avoir de politique sans collectivité. Et par collectivité, j'entends une association au niveau municipal d'individus, appuyée sur son pouvoir économique, ses groupes de base institués par elle, et soutenue par la confédération de communautés voisines organisées au sein d'un réseau territorial à l'échelon local et régional. Les partis qui ne s'impliquent pas dans ces formes d'organisation populaire de base ne sont pas politiques au sens classique du mot. Ce sont plutôt des partis bureaucratiques et opposés à la mise en œuvre d'une politique participative et à la participation des citoyens. La cellule véritable de la vie politique est, en réalité, la commune, la municipalité - soit dans son ensemble, si elle est à l'échelle humaine, soit à travers ses différentes subdivisions, notamment les quartiers. »

Son municipalisme libertaire s'oppose à toute centralisation et conçoit les prises de décision locales comme indispensables et alternatives: « Le pouvoir centralisé se reproduit inexorablement à tous les niveaux de la vie sociale, économique et politique. Il ne s'agit pas seulement d'être grand : il pense « en grand ». Ainsi, ce mode d'être et de penser est non seulement la condition de sa croissance mais de sa survie même. Nous vivons déjà dans un monde où l'économie est excessivement mondialisée, centralisée et bureaucratisée. Beaucoup de ce qui pourrait être fait au niveau local et régional, l'est à l'échelle mondiale — en grande partie pour des raisons de profits, de stratégie militaire et d'appétits impériaux — avec une complexité apparente qui pourrait en réalité être facilement simplifiée.»

Ces propos ont une certaine résonnance à l'heure de la pandémie de la Covid 19, au moment où les relocalisations sont plébiscitées.

Bookchin considère que les institutions libertaires doivent être fondées sur la participation, l'engagement et un sens de la citoyenneté qui met l'accent sur l'activité et non sur la délégation du pouvoir et sur la politique-spectacle. Par conséquent, ces institutions sont guidées par un principe cardinal : on peut s'attendre à ce que tous les individus mûrs gèrent directement les affaires sociales – tout comme on attend d'eux qu'ils gèrent leurs affaires privées. Les gens utilisent à cet effet, l'action directe, littéralement une forme de caractère éthique qui se construit dans le plus important des rôles sociaux que l'individu puisse assumer : la citoyenneté active. Elle trouve son expression authentique dans le travail minutieux de cette citoyenneté – c'est-à-dire la construction de formes d'organisation libertaires aujourd'hui, et leur administration consciencieuse menée régulièrement et avec une ardeur tenace.

Bookchin, fort du bilan des échecs des révolutions marxistes passées, précise que la fin ne justifie pas les moyens : « Les formes libertaires d'organisation ont l'énorme responsabilité d'essayer de ressembler à la société qu'elles cherchent à développer. Elles ne peuvent tolérer aucune disjonction entre leurs fins et leurs moyens. »

Sa définition du terme « libertaire » est guidée par sa description de l'écosystème : l'image de l'unité dans la diversité, de la spontanéité et des relations complémentaires, libres de toute hiérarchie et domination. La notion de domination de la nature par l'homme découle de la domination réelle de l'humain par l'humain : « Ce n'est pas seulement dans la nature que l'être humain a créé des déséquilibres, c'est aussi, et plus fondamentalement, dans sa relation avec son prochain et dans la structure même de la société ; et les déséquilibres qu'il a provoqués dans le monde naturel résultent de ceux qu'il a provoqués dans la société. En d'autres termes : « L'obligation faite à l'humain de dominer la nature découle directement de la domination de l'humain sur l'humain. »

L'approche politique de Murray Bookchin est considérée dans un ensemble. Elle englobe toutes les sphères : sociales, privées et écologiques : « Les changements de culture et de personnalité vont de pair avec nos efforts pour parvenir à une société qui soit écologique – une société fondée sur l'usufruit, la complémentarité et le minimum irréductible – mais qui reconnaisse aussi l'existence d'une humanité universelle ainsi que les revendications de l'individualité. Guidés par le principe de l'égalité des inégaux, nous ne pouvons plus ignorer ni l'arène personnelle ni l'arène sociale, ni la sphère domestique ni la sphère publique, dans notre projet d'atteindre l'harmonie dans la société et l'harmonie avec la nature. »

L'influence de ses idées sur le dirigeant kurde Abdullah Öcalan a conduit à l'élaboration du confédéralisme démocratique, modèle adopté par le Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie, où il connaît un début de mise en œuvre dans les cantons du Rojava. A noter que cette icône kurde a abandonné le marxisme-léninisme pour le municipalisme libertaire.

Le municipalisme libertaire fait de la commune la base de l'organisation d'une société fédérale, et il est libertaire parce que, rejetant toute domination, il implique que les décisions, administratives, politiques comme écono-

miques, soient prises par les citoyens de l'assemblée communale. Le municipalisme ne détruit ni l'État ni le capitalisme ; il les marginalise, les concurrence pour les rendre inutiles et obsolètes. En d'autres termes, il les bipasse.

Le Rojava s'organise selon l'autonomie démocratique, phase préalable au confédéralisme démocratique. Les organisations autonomes de la société civile (associations, syndicats, groupes ethniques et religieux, partis…) se mettent en réseau et s'appuient sur des instances politiques (municipalités et parlementaires) pour marginaliser l'Etat et le rendre inutile, pour remplacer le capitalisme par la socialisation de l'économie. Le confédéralisme démocratique ne se limite pas au Kurdistan, il a une vocation universelle.

Pierre Bance souligne les limites de la révolution en cours au Kurdistan mais : « N'en restent pas moins ce chantier d'une société sans Etat, cette organisation de la vie sur des bases fédéralistes, cette amorce d'une démocratie directe, cette volonté autogestionnaire, ce refus de toutes les discriminations, cette libération de la femme, cet enthousiasme des jeunes, cette lutte contre le patriarcat et contre l'obscurantisme, cette guerre contre les barbares et tous ces détails de la vie courante qui, malgré le dénuement général, font qu'un peuple croit en l'émancipation, en la pensée solaire d'Albert Camus, celle qui a ouvert cet essai et dont il voyait l'éternelle résurrection sur les rivages de la Méditerranée. »

Ce fédéralisme, ce bi-passement de l'Etat intéressent les anarchistes d'aujourd'hui qui scrutent avec intérêt l'expérience qui se déroule au Rojava. En résumé, c'est une alternative politique et sociale inédite. Inédite car elle lie, dans un même contrat social, la démocratie directe et le parlementarisme. Aujourd'hui, les anarchistes avec ce contrat social sont « confrontés à la question de la compatibilité d'un Etat minimal avec une société libertaire dont ils sont convaincus qu'elle doit être sans Etat. »

Pour autant, cette nouvelle donne « idéologique » reste une opportunité pour le Rojava qui réussit à unir dans une même auto-administration, à égalité de droits et de devoirs, les peuples kurdes, arabe, assyrien, chaldéen, turkmène, arménien, tchéchène, tcherkesse…de diverses confessions musulmanes, chrétiennes et yézidie, là où dominait la loi du plus fort. Si les anarchistes demeurent fondamentalement athées et rationalistes, il n'en demeure pas moins souhaitable que tous et toutes puissent vivre ensemble en bonne harmonie au-delà des croyances. «Si nous parlons de liberté anarchiste, c'est parce que deux éléments donnent sa spécificité à cette liberté propre à une société anarchiste: l'un est la rupture radicale avec la continuité socio-historique du principe de commandement-obéissance constitutif de tout pouvoir institué, de tout « Etat » (paradigme traditionnel de la domination juste). L'autre est que, pour les anarchistes, la liberté ne peut être séparée d'une synergie des valeurs dans laquelle l'égalité est sa condition nécessaire. »

Le Rojava est une réelle alternative aux systèmes patriarcaux et religieux des pays alentours. Cette expérience en cours, qui aspire à une société libérée de toute domination désirant dépasser l'Etat et le capitalisme, arrivera-t-elle à survivre à la guerre menée par l'Etat turc et les velléités d'absorption de l'Etat syrien? Nous voulons y croire mais rien n'est moins sûr en période de guerre.

A Suivre...

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com